

Faits marquants du Congrès mondial de la nature de l'UICN : Jeudi 9 octobre 2025

La séance d'ouverture du Congrès mondial de la nature de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) à Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis (EAU), a donné le ton pour cette semaine de réunion au cours de laquelle des dirigeants mondiaux, des experts et d'autres personnalités feront part de leurs réflexions sur le thème du Congrès, « Revitaliser la gouvernance mondiale pour la nature et les populations ».

Lançant le forum, l'exposition et l'assemblée des membres, la première journée du Congrès a également été marquée par des exposés d'intervenants, des podcasts en ligne, des sessions de formation et de renforcement des capacités, ainsi que par la première séance de l'Assemblée des membres.

Ouverture du Congrès

En présence de Son Altesse Royale le cheikh Mohamed bin Zayed Al Nahyan, Surangel Whipps Jr., Président des Palaos, a ouvert le Congrès en présentant le concept de « *bul* », un moratoire adopté par les chefs de village pour permettre à la nature de se renouveler, soulignant qu'il symbolise l'adaptabilité, la retenue et le respect de la nature, qui sont essentiels pour équilibrer la conservation de la nature et le bien-être des populations.

La Princesse Lalla Hasnaa, du Maroc, a notamment souligné le rôle des jeunes dans la garantie d'une utilisation équitable et inclusive des outils de l'intelligence artificielle pour concevoir des solutions aux défis environnementaux.

Dans son discours liminaire, Amna bint Abdullah Al Dahak, Ministre du Changement climatique et de l'Environnement des Émirats arabes unis, a souligné que notre responsabilité envers l'environnement « n'est pas un choix, mais un engagement éthique ». Razan Khalifa Al Mubarak, Présidente de l'UICN,



Razan Khalifa Al Mubarak, Présidente de l'UICN

a noté que le multilatéralisme est mis à rude épreuve, mais a également évoqué l'existence d'un esprit de coopération émergent qui reconnaît l'indissociabilité des êtres humains et de la nature, et a qualifié ce Congrès d'« occasion de transformer la compréhension en unité et l'unité en action ».

Dialogue d'ouverture de haut niveau de l'UICN : La Modératrice Grethel Aguilar, Directrice générale de l'UICN, a qualifié l'UICN de « force imparable pour le changement » et a souligné que la confiance dans la science et la sagesse traditionnelle était essentielle pour relever les défis du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la polarisation croissante.

Sylvia Earle, marraine de la nature de l'UICN, a repris les mots de la primatologue Jane Goodall, rappelant aux participants que les humains sont la seule espèce ayant la capacité et la responsabilité de façonner les millénaires à venir, soulignant que



Cheikh Mohamed bin Zayed Al Nahyan, Président des Émirats arabes unis



Sylvia Earle, Marraine de la nature de l'UICN

« les décisions qui seront prises au cours des cinq prochaines années seront décisives ».

Dans un message vidéo pré-enregistré, Son Altesse Royale le Prince William de Galles a souligné que « la protection de la nature n'est pas la tâche de quelques-uns, mais la responsabilité de tous ». Il a appelé à la prise en compte des points de vue des peuples autochtones et des jeunes dans la conservation de la nature. Une jeune représentante des Émirats arabes unis, Sarah Al Mheiri, a récité un poème sur l'interdépendance entre les humains et la nature.

Plénières thématiques

Les plénières et les sessions thématiques de la journée étaient articulées autour des cinq thèmes interdépendants du Congrès : intensifier les actions de conservation résilientes ; réduire les risques de dépassement des objectifs climatiques ; garantir l'équité ; passer à des économies et des sociétés respectueuses de la nature ; et le thème de l'innovation disruptive et leadership pour la conservation.

Façonner la résilience, amplifier l'impact : Cette session, modérée par Nick Salafsky, Foundations of Success, a examiné les approches pratiques pour intensifier la conservation. Rob Walton, Fondateur de la Rob Walton Foundation, a présenté le projet Africa Keystone Partnership, qui vise à protéger 162 écosystèmes vitaux d'ici 2035. Il a également mentionné la nécessité d'un financement stable et à long terme.

Soo Khiang Bey, Vice-président de RGE Pte. Ltd., a présenté l'« approche production-protection » de l'entreprise, qui s'engage à conserver un hectare de forêt pour chaque hectare de plantation. Aziz Abdulkhakov, Ministre de l'Écologie, de la Protection de l'environnement et du Changement climatique de l'Ouzbékistan, a mis en avant l'initiative nationale Yashil Makon (Nation verte), qui vise à planter 200 millions d'arbres par an.

Masego Madzwamuse, Directeur du programme environnemental de la Fondation Oak, a fait part de ses réflexions sur les « questions intrinsèquement politiques » liées aux décisions de financement, telles que la manière dont le financement peut transférer le pouvoir afin d'apporter un changement durable.

Cristina Chaminade, d'Unearthodox, a expliqué trois formes de mise à l'échelle : « l'extension » (augmentation de la couverture géographique, augmentation du nombre de personnes et mise en relation de différentes initiatives) ; « l'intensification » (influence sur les politiques) ; et « l'approfondissement » (changements culturels et évolution des discours).

Arundhati Jagadish, scientifique à la Nature Conservation Foundation, a fait remarquer que pour concevoir des initiatives évolutives, il fallait tenir compte de l'avantage relatif de l'innovation, des caractéristiques des adoptants et du contexte dans lequel ils se trouvent.

Pour mettre à l'échelle l'ambition, le Modérateur Salafsky a proposé de comprendre les acteurs, les comportements, les conditions favorables et les obstacles, plutôt que de commencer par un projet à mettre à l'échelle, ce qui peut imposer un biais fondamental.

« Tout, partout, tout à la fois » : faire face aux risques d'un dépassement climatique : Cette séance plénière thématique a abordé les risques posés par l'aggravation du changement climatique et les solutions disponibles pour y faire face.

La Modératrice Becky Anderson, de CNN Abu Dhabi, a rappelé qu'une réduction de 43 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 sera nécessaire pour atteindre l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C. Elle a souligné qu'« il ne s'agit pas d'une croisade morale, mais de trouver des solutions équitables, rapides et fondées sur la science et la justice ». Dans son discours liminaire, Mukhtar Babayev, Président de la 29e Conférence des Parties (COP 29) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), Azerbaïdjan, a notamment mis en avant la feuille de route de Bakou à Belém lancée lors de la COP 29 de la CCNUCC à Bakou afin d'augmenter le financement climatique pour les pays en développement à au moins 1 300 milliards de dollars par an d'ici 2035.

Au cours de la table ronde qui a suivi, Ralph Regenvanu, Ministre de l'Adaptation au changement climatique, de l'Énergie, de l'Environnement, de la Météorologie, des Risques géologiques et de la Gestion des catastrophes du Vanuatu, a déclaré que l'intitulé de la séance plénière souligne l'urgence de lutter contre la crise climatique sur tous les fronts, et a insisté sur la nécessité impérative d'éliminer progressivement les combustibles fossiles. Seyni Nafo, membre du Groupe consultatif de haut niveau du Secrétaire général des Nations unies sur l'action climatique, a appelé à renforcer les mesures d'adaptation afin de protéger les personnes les plus vulnérables aux risques climatiques.

Finn Ross, Fondateur de Ocean Balance, a souligné que la tarification du carbone était un instrument essentiel pour lutter contre le dépassement des objectifs climatiques et a insisté sur la nécessité de mettre en place des cadres de gouvernance équitables afin d'explorer différentes options de géo-ingénierie. Puyr Tembé, Cofondateur de la Federação Estadual dos Povos Indígenas do Pará, a appelé à un financement accru pour les acteurs autochtones et à la reconnaissance des territoires autochtones comme garantie des droits des peuples autochtones.

Commentant l'avis consultatif de la Cour internationale de justice de 2025 sur les obligations des États en matière de changement climatique, le Ministre Regenvanu a souligné que cet avis pourrait donner lieu à des litiges nationaux et influencer la dynamique des négociations dans le cadre de la CCNUCC.

L'Ambassadeur Nafo a appelé à une meilleure prise en compte des mesures d'adaptation dans les flux financiers et les efforts



Nick Salafsky, Directeur exécutif, Foundations of Success



Ralph Regenvanu (au centre), Ministre de l'Adaptation au changement climatique, de l'Énergie, de l'Environnement, de la Météorologie, des Risques géologiques et de la Gestion des catastrophes, Vanuatu



Grethel Aguilar, Directrice générale de l'UICN

de planification nationale et, réfléchissant à la sortie d'États importants de la CCNUCC, a exhorté les Parties restantes à « se serrer les coudes », déclarant que « nous ne pouvons pas nous permettre de nous arrêter face aux adversités actuelles ».

Promouvoir l'équité, repenser la conservation inclusive :

Cette séance plénière thématique a mis l'accent sur l'importance de la conservation et de la biodiversité pour garantir l'équité. La séance a été ouverte par Whaiā Sonic, artiste autochtone de Ngāti Kahungunu, d'origine maorie. Musonda Mumba, Secrétaire générale de la Convention sur les zones humides, a animé la séance.

Dans son discours liminaire, la Directrice générale de l'UICN, Mme Aguilar, a souligné que « la voie vers une planète prospère doit être fondée sur l'équité ». Elle a appelé l'UICN à s'unir autour d'une triple transformation axée sur les droits, les connaissances et le financement, en mettant l'accent sur une approche fondée sur les droits qui englobe le consentement préalable libre et éclairé des Peuples autochtones et des Communautés locales.

Une table ronde a suivi. Ilana Victorya Seid, de la Mission permanente des Palaos auprès des Nations unies, a présenté l'approche globale adoptée par les Palaos pour intégrer la conservation dans la législation nationale. Nigar Arpadarai, championne de haut niveau des Nations unies pour le changement climatique pour la COP 29, Azerbaïdjan, a souligné l'impact de la prise de décision multilatérale sur la société, ainsi que l'importance du secteur privé dans l'obtention de résultats en matière de climat et de conservation.

Joenia Batista de Carvalho, Fondation nationale des peuples autochtones du Brésil, a souligné les difficultés rencontrées par les peuples autochtones pour participer à l'élaboration des politiques, car ils sont trop occupés à lutter pour leurs droits fondamentaux.

Mahmoud Mohieldin, Envoyé spécial des Nations unies pour le financement du développement durable, a évoqué le fossé croissant en matière de financement de la biodiversité, qui nécessite une multiplication par quatre de l'objectif actuel de 200 milliards de dollars par an. Il a exprimé sa consternation face à l'effondrement du financement mondial, soulignant que les acteurs qui s'occupent des questions liées au climat, à la biodiversité et au développement sont censés faire plus avec moins.

Niila-Juhán Valkeapää, du Conseil des jeunes du Parlement sami en Finlande, a déploré que, bien que « les gens veulent entendre les jeunes », ils ne les écoutent pas et ne prennent pas leurs préoccupations au sérieux. Il a souligné l'expertise et l'expérience vécue des jeunes autochtones, appelant à investir dans leur capacité de changement et à la soutenir.

Un avenir positif pour la nature : transformer les promesses en investissements : cette session a été ouverte par Juha Siikamäki, Economiste en chef de l'UICN, et modérée par

Achim Steiner, ancien Administrateur du Programme des Nations unies pour le développement. Dans son discours liminaire, Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité du Luxembourg, a souligné la nécessité de coopérer et d'être en harmonie avec la nature.

Boipuso Wynter Mmolotsi, Ministre de l'Environnement et du Tourisme du Botswana, a souligné la nécessité de stimuler le secteur de l'écotourisme dans son pays. Il a présenté les investissements réalisés dans l'économie basée sur la faune sauvage du Botswana et l'importance des avantages que la conservation apporte aux communautés locales.

Valerie Hickey, Directrice mondiale pour le changement climatique à la Banque mondiale, a souligné que la Banque investissait 5,5 milliards de dollars par an dans la nature et a déclaré qu'il était nécessaire de mettre en place des financements plus abordables et plus fiables pour les petits exploitants.

Yoko Watanabe, Directrice de l'environnement à la Banque asiatique de développement, a insisté sur la nécessité d'intégrer la valeur de la nature dans les systèmes comptables nationaux, de généraliser les aspects environnementaux et de conservation dans tous les secteurs et d'aligner la nouvelle architecture financière sur les attentes des investisseurs.

Anthony Goldner, Directeur général du Groupe de travail sur les informations financières liées à la nature, a déploré le déficit actuel de 900 milliards de dollars américains dans le financement de la nature, mais s'est félicité de l'évolution des mentalités vers une mise en relation de la nature avec les risques et la résilience des entreprises.

Pradeep Kurukulasuriya, Secrétaire exécutif du Fonds d'équipement des Nations unies, a qualifié l'architecture financière actuelle de dépassée et a fait remarquer que le système actuel de gestion des actifs ne répondait pas aux besoins locaux.

Plusieurs intervenants ont souligné la nécessité d'améliorer les données et les indicateurs scientifiques liés à la nature, ainsi que la transparence des rapports afin d'attirer les financements privés, de montrer le retour sur investissement et de parvenir à une compréhension commune.

Innovation inclusive et leadership audacieux : la disruption que nous recherchons :

Cet événement était modéré par Karimah Hudda, Fondatrice de Illumine.earth, qui a souligné que les solutions ciblant la nature ne sont pas mises en œuvre assez rapidement, appelant à un changement radical en matière de leadership et d'innovation.

Jacob Martin-Malus, du ministère de l'Environnement du Québec, au Canada, a mis en avant l'approche ascendante utilisée pour élaborer le plan pour la nature du Québec en réponse au Cadre mondial de Kunming-Montréal pour la biodiversité.

Daouda Sembene, PDG d'AfriCatalyst, a souligné la nécessité d'augmenter les capitaux privés consacrés à la conservation de la nature et a exhorté les gouvernements à créer des environnements propices aux investissements publics et privés.



Achim Steiner, ancien Administrateur du PNUD

Anne Deane, Fondatrice et Présidente de la Fondation Freyja, a mis en avant le travail de son organisation dans le parc de Patagonie, en Argentine, et s'est déclarée favorable à l'implication de toutes les parties prenantes, y compris les capitaux privés et les organisations philanthropiques.

Paul Bunje, Président de Conservation X Labs, a partagé ses expériences en matière d'autonomisation des innovateurs sous-financés, notamment dans le cadre de projets sur les incendies de forêt en Amérique du Nord et la conservation des baleines franches de l'Atlantique Nord.

Lucy Waruingi, Directrice exécutive de l'African Conservation Centre, a abordé la question du co-développement de solutions pour le lotissement des terres, en évoquant un cas où des zones d'usage commun ont ensuite été reconnues par la législation.

Ann Adeline Dumaliang, Cofondatrice et Administratrice de Masungi Georeserve, a fait part du succès remporté par son organisation dans l'annulation des titres d'exploitation des carrières dans la réserve géologique, et a appelé à un financement, une reconnaissance et une récompense pour ceux qui sont en première ligne dans la conservation.

Sessions et événements sélectionnés

Tourisme bleu durable et inclusif : partage d'expériences en Méditerranée, dans les Caraïbes et dans l'océan Indien occidental : Modérée par Lucia Prieto Fustes, Méditerranée et écosystèmes, Secrétaire de l'UICN, cette session a mis en avant les nouvelles lignes directrices de l'UICN pour la durabilité du tourisme et la gestion des visiteurs dans les zones protégées.

Rachel Clausing, Fondation Prince Albert II de Monaco, a souligné que le tourisme doit devenir un allié et non une menace pour les écosystèmes, mettant en avant le travail de la Fondation pour lutter contre les impacts du tourisme en Méditerranée. Par vidéoconférence, Stéphanie Bouziges-Eschmann, Fonds français pour l'environnement mondial, a indiqué que le Fonds a fourni plus de 500 millions d'euros au cours des deux dernières décennies pour soutenir le tourisme bleu dans les zones côtières.

La table ronde qui a suivi a été modérée par Thiago Beraldo Souza, Président de la Commission de l'UICN sur la politique environnementale, économique et sociale 2021-2025, qui a souligné la nécessité d'ancrer le tourisme bleu dans une science solide et un leadership fort.

Se référant à la fois à l'évaluation Nexus et à l'évaluation du changement transformateur, David Obura, Président de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), a souligné les avantages de la sensibilisation et de l'éducation au tourisme bleu et à l'écotourisme pour améliorer et diversifier les moyens de subsistance des populations côtières.

Tiffany Marcelle, Coordinatrice de projet au Réseau environnemental des jeunes des Caraïbes, a souligné la nécessité

d'investissements locaux dans les écosystèmes afin de bénéficier aux communautés côtières, et a appelé à des politiques inclusives et participatives pour protéger les espaces bleus.

Victor Galvan, Directeur de Nature, Iberostar Group, a mis l'accent sur les aliments bleus issus de sources durables, la réduction des déchets, la « gestion responsable des destinations » grâce à des partenariats public-privé et la santé des écosystèmes marins.

Les participants ont pris part à une session de type « world café » axée sur deux thèmes : les opportunités offertes par le tourisme pour améliorer le bien-être des communautés et la conservation des écosystèmes côtiers et marins ; et les mesures pratiques pour promouvoir un tourisme bleu durable et inclusif.

En clôturant la session, Arnau Teixidor Costa, Coordinateur de programme à l'UICN Med, a souligné l'importance des efforts des communautés locales pour améliorer le tourisme bleu.

ALL IN for One Health : Unir les efforts pour protéger les personnes, les animaux et l'environnement : Cette session thématique a examiné les efforts visant à mettre en œuvre l'approche One Health (Une seule santé) dans le domaine de la conservation et de la biodiversité. La session était modérée par Brent Mitchell, Vice-président senior de la Fondation Québec-Labrador, qui a réfléchi à l'évolution de One Health.

Sarah Olson, Directrice de la recherche en santé à la Commission mondiale des zones protégées 2021-2025 de l'UICN, a présenté en avant-première la boîte à outils MAP-ACT-CREATE One Health, qui sera bientôt publiée par l'UICN. Cette boîte à outils vise à faciliter la cartographie et l'évaluation des agents pathogènes afin de soutenir les mesures de contrôle des maladies, d'analyser et de contrôler la transmission, et d'évaluer et de renforcer les capacités One Health.

Paula Prist, Coordinatrice principale de programme à l'UICN, a discuté de l'intégration de One Health dans l'aménagement du territoire afin d'examiner comment la modification des paysages affecte la santé humaine, animale et environnementale. Elle a souligné le rôle des territoires autochtones dans la protection de la santé humaine et a donné un aperçu de la manière dont une faible couverture forestière augmente les maladies à transmission vectorielle, tandis qu'une couverture forestière élevée réduit ce risque.

Pam McElwee, Professeure à l'université Rutgers, a présenté l'évaluation Nexus de l'IPBES sur les liens entre la biodiversité, l'eau, l'alimentation et la santé dans le contexte du changement climatique.

Kim Gruetzmacher, de l'Agence fédérale allemande pour la conservation de la nature, a mis en évidence les liens entre la Convention sur la diversité biologique et l'Organisation mondiale de la santé. Elle a toutefois souligné que ces liens dépassent le cadre de One Health et que les approches One Health n'incluent pas nécessairement la biodiversité.



Lucia Prieto Fustes, Méditerranée et écosystèmes, Secrétaire de l'UICN



Acte d'ouverture du Congrès mondial de la nature de l'UICN